

L'inflation

quer l'inflation aux ouvriers, et leur dire: «Serrez-vous la ceinture.»

Madame le président, nous en sommes rendus à un point au Canada où l'on doit chercher des solutions positives.

On ne devrait pas dire à la Chambre: Les conservateurs progressistes ne sont pas bons, parce qu'ils sont «conservateurs», les libéraux ne sont pas bons, parce qu'ils sont «libéraux», ou la théorie des créditistes ne tient pas debout parce que cela n'a jamais été appliqué nulle part. Si l'on agissait ainsi, on créerait au Parlement un esprit partisan et politique, rejetant des solutions qui régleraient vraiment le problème.

● (2100)

Madame le président, la seule preuve qui me convaincrait que les libéraux ne sont pas financés par la haute finance, les banques, la *Dominion Stores Limited*, la *Steinberg Limited*, la *Argus Corporation* et la *Power Corporation* serait qu'ils soient honnêtes dans leur attitude et dans leur recherche de solutions et qu'ils acceptent d'écouter et d'étudier les propositions créditistes, quitte à les rejeter plus tard. Mais, madame le président, lorsque, avant d'avoir commencé à parler, lorsque, avant d'avoir commencé à expliquer, on rejette les choses d'ores et déjà, cela prouve que ces gens-là ont des intérêts à protéger. Voilà pourquoi j'espère enfin que les conservateurs progressistes vont comprendre le sens de notre motion.

Le sens de notre motion ce n'est pas d'appliquer le Crédit social demain matin, c'est de faire comprendre au gouvernement que toute solution à notre problème inflationniste actuellement c'est de venir en aide à la personne humaine, au travailleur, au chômeur, au cultivateur, au petit, au consommateur. Si les libéraux trouvent cela drôle, c'est leur problème, ils seront jugés en temps et lieu, mais je demande ce soir à mes collègues de l'opposition d'expliquer et de prouver au gouvernement qu'il est solide, qu'il est vraiment du côté du peuple, du côté du petit plutôt que du côté de la haute finance, des banques, de la *Dominion Stores Limited* et de la *Steinberg Limited*. A ce moment-là, madame le président, l'opposition aura soulevé, grâce au Parti Crédit Social du Canada, un débat important. Nous aurons fait un pas en avant en démontrant notre solidarité au nom du peuple canadien au gouvernement qui défend les gros. Nous lui aurons démontré qu'il est temps, et plus que temps, qu'on défende les petits Canadiens chez nous, ceux qui bâtissent notre pays.

L'hon. Robert L. Stanfield (chef de l'opposition): Madame le président, je veux d'abord remercier les députés créditistes d'avoir présenté aujourd'hui une motion au sujet de l'inflation. Je ne peux pas appuyer cette motion, mais j'apprécie leur inquiétude sincère en face de cette menace que constitue l'inflation, et leur détermination de faire une lutte efficace contre elle.

[Traduction]

J'interviens ce soir dans le débat, même si j'ai pris part à un débat tenu il y a une semaine environ sur une motion présentée par les néo-démocrates, parce que je trouve le sujet d'une si grande importance, et parce que je me réjouis de l'occasion qui nous est offerte de nous adresser en particulier aux ministériels qui sont présents et de leur faire bien sentir, puisque ce sont eux qui sont actuellement aux commandes, la terrible importance du danger qui nous confronte, et l'importance de nous attaquer réellement aux problèmes engendrés par l'inflation, d'une manière compatible bien sûr avec des méthodes qui per-

[M. Fortin.]

mettent à notre économie de continuer de croître, de prendre de l'expansion et de fournir des emplois.

Trois années et demie nous séparent tout probablement des prochaines élections générales. Nous pouvons certainement nous pencher sur le problème en vue de déterminer des moyens positifs et constructifs de lutter contre l'inflation. Plusieurs mois se sont écoulés depuis les dernières élections, et nous n'avons certainement pas besoin de nous affronter à nouveau dans l'étude de ces problèmes. Nul doute que la plupart des députés de la Chambre reconnaissent aujourd'hui qu'il n'existe pas de solution simpliste aux problèmes auxquels nous sommes confrontés.

Je ne sais pas si le député de Saint-Boniface (M. Guay) fait une interjection ou s'il tient une conversation en privé, mais s'il n'y voit pas d'inconvénient, je ne m'occuperai pas de lui ce soir et je me contenterai d'exposer sérieusement mes vues à ses collègues qui sont disposés à écouter. Je pense qu'il écouterait aussi, sachant que c'est un homme de...

M. Guay (Saint-Boniface): Si vous faites des remarques sensées, j'écouterai.

Une voix: Vous n'avez pas suffisamment de bon sens pour distinguer un discours sensé d'un autre.

Des voix: Bravo!

M. Stanfield: Le gouvernement aime à dire que tous les partis de la Chambre proposent des solutions simplistes à ce problème. Par exemple, il ne cesse de nous lancer que la seule solution que nous proposons est le contrôle des prix et des salaires, comme il l'appelle, ou le contrôle des prix et des revenus. Nous n'avons jamais présenté cette mesure comme une solution complète à ce problème. Je tiens à dire que lorsque nous avons proposé cette politique financière et monétaire appropriée, il est probable que le meilleur moment pour l'appliquer efficacement aurait été après les élections du 8 juillet 1974.

Je ne prends pas la parole ce soir pour parler des dernières élections ou des prochaines. Je le fais pour convaincre les partisans du gouvernement d'assumer vraiment leurs responsabilités et de soumettre à la Chambre et au pays un plan d'attaque contre l'inflation.

Je crois que les propos du député de Don Valley (M. Gillies) avant le dîner étaient très appropriés et très justes. La politique du gouvernement avant les élections, trop orientée sur les pénuries, était sûrement trop simpliste pour être jugée satisfaisante. On ne pourrait résoudre le problème de l'inflation au Canada en augmentant l'offre si, comme l'assure le gouvernement, le problème était vraiment international. Il y a là une contradiction évidente. Lorsque le député de Don Valley (M. Gillies) prétend que le gouvernement avait tendance à donner l'impression—je tiens à me montrer juste envers le leader du gouvernement à la Chambre—au pays que ces problèmes sont vraiment mondiaux et qu'il n'y a pas grand-chose que nous puissions faire à ce sujet, je crois qu'il avance un bon argument et il l'a fait avec éloquence.

● (2110)

La vérité, c'est que bon nombre de Canadiens se sentent aujourd'hui sans défense face à l'inflation. Divers éléments les ont convaincus qu'il n'y a réellement pas grand-chose à faire au Canada et que le gouvernement est assez impuissant devant l'inflation. Comme l'a exprimé le député de Don Valley, il s'agit là d'un état de choses excessivement grave dans le pays, où les Canadiens ont